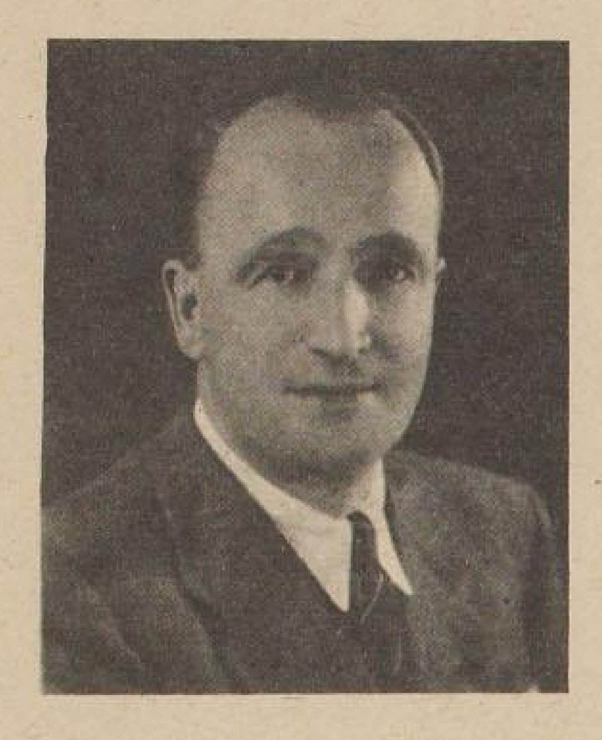


ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967

1re Circonscription du Var - BRIGNOLES, DRAGUIGNAN

Colonel Jean POUEY-SANCHOU

Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre - Médaille de la Résistance (officier)
Chevalier du Mérite agricole
Ancien commandant du 19e R.A. et de la Subdivision militaire du Var
Membre du Comité National des Anciens Chefs de réseaux des F.F.C.

CANDIDAT REPUBLICAIN INDEPENDANT

Electrices, Electeurs,

Vous allez, le 5 mars prochain, accomplir l'acte essentiel et décisif de vos droits souverains : **choisir,** pour la durée d'une législature, le représentant **le plus apte** à assurer la défense de vos intérêts et à vous situer sur les voies qui conduisent à l'avenir.

Deux objectifs s'imposent à l'action de cette législature :

— PROGRES SOCIAL DANS LA JUSTICE
— CONSTRUCTION POLITIQUE DE L'EUROPE.

PROGRES SOCIAL DANS LA JUSTICE

C'est la condition même de tous les équilibres, fondement de l'UNITE NATIONALE. Quand on parcourt le territoire de notre circonscription, véritablement par trop délaissée par rapport au littoral, on a tôt fait d'en relever les multiples lacunes, lesquelles s'inscrivent dans de nombreux domaines :

● **L'AGRICULTURE :** c'est la grande sacrifiée du moment. Elle traverse une crise très grave, dont les effets se font sentir sur les activités corollaires, et à laquelle il convient de mettre fin **au plus vite** par des mesures énergiques que commande la simple honnêteté.

Ces dernières doivent être étudiées très objectivement avec les intéressés, avec ce monde paysan auquel, croyez-moi, on peut faire confiance.

Le DROIT à la VIE du monde agricole s'exprime par :

— **Une politique agricole des prix :**
— retour à l'indexation des prix ;
— garantie de bonne fin des prix de campagne ;
— suppression des aberrantes mesures concurrentielles, telles les importations et distillations de produits étrangers ;
— limitation des charges de diverses natures. Notamment si, pour déterminer le montant des cotisations sociales agricoles, on a considérablement augmenté l'évaluation des revenus terriens qui en sont la base, ce qui en soit constitue un excès critiquable, il faut, logiquement, reconsidérer l'abattement sur les droits de succession institués depuis le 1er octobre 1960, afin d'assurer la conservation du patrimoine foncier familial.

— **Une politique d'aménagements** aussi bien hydraulique qu'économique pour l'avenir du **pays rural.**

— **Une politique des JEUNES** destinée à leur donner une solide formation professionnelle et confiance dans le lendemain, de manière à ce qu'ils demeurent sur leurs terres.

● **L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE :** elle se traduit dans les faits par une législation et par des mesures administratives résolument efficaces :

— Statut des **personnes âgées** et des **retraités** de toutes catégories (relèvement et indexation des prestations, exonérations fiscales).
— Situation dans notre Société des **handicapés physiques.**
— **Logements sociaux,** surtout en faveur des jeunes ménages.
— **Droit à la santé,** en palliant la grande misère et le manque des hôpitaux. Il est indispensable, à ce sujet, de réviser les données du Ve Plan.
— **Sécurité sociale** réellement adaptée à son rôle et dépouillée d'inutiles tracasseries administratives.

● **La JEUNESSE :** elle doit être l'objet des soins les plus attentifs. Il faut lui inspirer FIERTE et CONFIANCE et la préparer aux responsabilités qui l'attendent dans un monde en prodigieuse évolution.

C'est à cela que doivent concourir toutes les activités qui la concernent :

— **Education Nationale :** instaurer tout d'abord un dialogue permanent entre parents d'élèves, enseignants et Administration centrale, afin de corriger les projets hâtivement bâtis et insuffisamment dotés, tels la réforme de l'enseignement, la prolongation de la scolarité et la réalisation de la carte scolaire.

Donner aux éducateurs de notre jeunesse, qu'ils soient civils ou militaires, avec la dignité qui s'attache à leur mission, noble entre toutes, la possibilité de la bien remplir.

— **Education culturelle et physique :** tout ce qui se rattache à cet important problème doit recevoir les aides qu'il mérite : maisons de jeunes, stades, équipements sportifs. Tout cela ne peut plus dépendre des seuls pauvres moyens matériels de l'initiative privée.

● **Le CLIMAT SOCIAL** s'harmonisera dans la **volonté** de centrer l'**Economie** sur l'**Homme,** au service de **tous** les hommes. Cela ne se pourra qu'avec la participation de tous, dans un véritable **dialogue,** avec la **volonté** d'aboutir, dans le strict respect des droits de chacun.

● C'est aussi sauvegarder la **dignité humaine** que respecter les **BIENS PRIVES** souvent péniblement acquis : cela **signifie** l'humanisation de la jurisprudence en matière d'**expropriations,** lesquelles, s'exerçant du fort au faible, constituent parfois de véritables mesures de **spoliation.**

Des commissions représentatives doivent être créées, complétant le travail des commissions d'enquête au rôle purement symbolique, chaque cas devant être sérieusement étudié, en toute honnêteté et justice, afin que soient enfin abolis l'arbitraire et le fait du prince.

De plus, l'impôt sur les plus-values foncières doit être revu et assoupli, lorsqu'il s'applique à des biens transmis d'ascendants à descendants, opérations que l'on assimile trop systématiquement aux spéculations abusives.

● **Les PETITES et MOYENNES ENTREPRISES** veulent vivre, et vivre raisonnablement. C'est l'une des conditions fondamentales de l'équilibre d'une Economie générale où leur place est capitale dans les circuits d'échange. L'évolution de leurs structures ne doit pas être mise en échec par les excès du dirigisme et de la politique des prix. On s'appliquera à tenir compte des avis éclairés des Chambres d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, des Métiers, lesquelles sont particulièrement compétentes et qualifiées pour ce qui concerne les circuits économiques.

● L'accroissement démographique des cinquante années à venir fait du problème du **LOGEMENT** et de la **CONSTRUCTION IMMOBILIERE** celui d'un secteur permanent des plus importants de l'activité économique. Ce problème ne peut plus être laissé à la routine et à l'incertitude, mais faire l'objet de mesures destinées à l'asseoir définitivement sur des structures fondamentales, rationnelles et durables.

● Les **ANCIENS COMBATTANTS** ne s'étonneront pas que je sois à leurs côtés pour la défense de leurs droits moraux et matériels, étant moi-même, authentiquement des leurs, grand mutilé de 39-40 et des sévices de la Gestapo.

● C'est encore forcer le Progrès social que permettre aux **COLLECTIVITES LOCALES** de remplir leur rôle, **et seulement celui-là,** dans le respect absolu de leur **autonomie financière :** le projet de réforme de leur fiscalité, tellement attendu, doit absolument « sortir ». Il en va de l'équilibre même de la Nation, dans laquelle les collectivités locales constituent les cellules vitales.

● Enfin, l'œuvre sociale de la législature à venir serait incomplète si n'étaient pas **définitivement** réglés les problèmes moraux et matériels des **RAPATRIES.**

Au cours de ma campagne électorale, j'en ai rencontré un peu partout, accrochés avec courage et ténacité à des labeurs parfois ingrats. Je leur dis : « Sur mon honneur, je m'engage formellement à tout faire afin que s'apaisent vos angoisses morales, qui sont aussi les nôtres, pour le vote d'une amnistie **sans restrictions** ni **arrière-pensées,** et que soient définitivement réglés, dans l'équité, vos problèmes matériels du règlement de vos droits. »

Telle doit être, à mon sens, l'œuvre éminemment SOCIALE de la prochaine législature. N'aurait-elle fait que cela, je pense qu'elle aurait droit à la satisfaction du DEVOIR BIEN ACCOMPLI.

CONSTRUCTION POLITIQUE DE L'EUROPE

Cette législature devra entamer la réalisation de ce problème : vouloir la construction d'une Europe réaliste. Pour retrouver la volonté de l'Europe de marquer le monde de son influence et de sa capacité en y jouant le bon rôle d'élément d'équilibre, il faut se mettre d'accord sur quelques propositions pratiques, immédiatement réalisables et susceptibles de développements successifs.

Pour y parvenir progressivement, il est proposé que soit fixé clairement un objectif : création par étapes, sur quinze ans, d'une Confédération Européenne pleinement compétente en matière de politique étrangère, de défense et de monnaie.

L'Europe que nous nous proposons de bâtir pour demain ne peut pas être recopiée sur un passé qui n'offre pas de précédent. Elle doit être une création nouvelle. **inventée** et **mise en place** par la génération ardente de tous ceux qui veulent que notre **Continent** devienne un **partenaire** à part entière du **monde de demain.**

ELECTRICES, ELECTEURS DE LA 1ère CIRCONSCRIPTION DU VAR,

Pour réaliser ce programme, pour ne pas décevoir une Nation que hantent beaucoup d'inquiétudes, il faut des hommes que n'obsèdent ni les rancunes, ni les passions stérilisantes, il faut écarter les hommes qu'un esprit politique, instable ou fantaisiste, entraîne à « naviguer dans toutes les eaux » au gré des opportunités électorales.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Raoul GAUTIER

Maire de Montfort-sur-Argens
Exploitant agricole
Dirigeant de Coopérative agricole



Il faut des **HOMMES MODERNES,** des **HOMMES NOUVEAUX,** des **HOMMES REALISTES.**

Vous voudrez bien me concéder que, à l'issue d'une longue carrière militaire entièrement vouée au **SERVICE DE LA NATION,** dans le plus total dévouement au **BIEN PUBLIC,** j'ai le droit de revendiquer ces qualités.

Indépendant, je reste un HOMME LIBRE, libre dans ma conscience comme dans mon esprit, donnant le pas aux constructions réalistes sur les vaines querelles politiques dont nous sommes tous saturés. Je ne conçois, pour ma part, la mission parlementaire qu'animée du seul souci du Devoir, Devoir envers la Nation, Devoir envers notre petite patrie varoise.

Avec **tous** les hommes de **bonne volonté,** avec vous tous, nous nous efforcerons de construire l'AVENIR avec réalisme, de hâter l'accroissement du MIEUX-ETRE et du PROGRES SOCIAL, et de mettre en marche une EUROPE vivante.

Elu, j'aurai le souci d'assurer le contact constant et confiant avec **toutes** les collectivités locales, qu'elles soient de caractère départemental, municipal, professionnel ou corporatif. Ce sera la façon la plus sûre d'en suivre les préoccupations et d'en seconder les efforts.

A vous, le 5 mars prochain, de prendre vos responsabilités

VU : LES CANDIDATS.

IMP. RICCOBONO - DRAGUIGNAN